

27 avril 2001 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les inondations dans le département de la Somme, Paris, le 27 avril 2001.

LE PRESIDENT - Je viens de recevoir une délégation d'élus de la Somme pour faire le point, aujourd'hui, d'une situation dramatique qui s'éternise, hélas, et qui est de plus en plus dramatique pour l'ensemble des victimes de ces inondations.

Je voudrais tout d'abord naturellement évoqué la compassion qui doit être la nôtre à l'égard de toutes celles et de tous ceux qui souffrent, qui traversent une épreuve à la fois épuisante, longue, qui touche l'essentiel, c'est-à-dire au lieu de vie. Beaucoup de maisons, vous le savez, hélas, sont évacuées et, bien entendu, leur état est précaire. Ceci exige la solidarité. Une solidarité qui doit être à la fois psychologique et matérielle. Les Français avec, comme d'habitude, beaucoup de générosité, l'expriment. Et je les en remercie.

Tout en notant que ces élans de solidarité exigent une coordination pour la mise en oeuvre effective des actions que permettront ces solidarités.

Et puis, solidarité, bien entendu, des pouvoirs publics, de l'Etat, des collectivités régionales ou locales, des responsables civils et militaires, solidarité qui est engagée et qui doit se poursuivre car nous ne savons pas combien de temps le drame peut durer et pour tout mettre en oeuvre pour limiter cette durée et les dégâts qu'elle implique.

Cela suppose, également, que des études soient poursuivies pour que l'on sache exactement ce qui se passe et pourquoi cette situation, et que l'on évoque la mise en oeuvre, pour le proche futur, de moyens permettant de prévenir ce genre de situation, qu'il s'agisse du renforcement des moyens de secours, de prévention, d'alerte de protection, d'entretien des voies d'eau, des cours d'eau etc., et ce qui suppose aussi -l'ampleur du drame le justifie-, que l'on réfléchisse davantage au renforcement de la prévention des risques naturels au plan national.

J'ai écouté, bien entendu, avec beaucoup d'intérêt, je dirais, d'émotion ce que les élus du département m'ont dit. Et je les remercie d'être venus.

QUESTION - Le PS, la majorité vous reproche de n'avoir reçu que des élus de droite. Pourquoi avez-vous fait ce choix ?

LE PRESIDENT - Nous sommes face à un drame qui touche des milliers et des milliers de personnes dans des conditions qui les conduisent, on l'a dit tout à l'heure, à la détresse, au désespoir voire à la révolte et qui s'interrogent sur le fait d'être bien comprises. Le fait que le chef de l'Etat ait un contact personnel et s'informe de la situation, ce que je fais naturellement, tous les jours, comme tout le monde, mais directement auprès d'une délégation d'élus était tout à fait légitime. Et pour ne rien vous cacher, lorsque j'ai invité ces élus qui sont, à un titre ou un autre, représentatifs, particulièrement représentatifs, des maires, c'est-à-dire des fantassins sur le terrain, je ne me suis pas interrogé sur leur appartenance politique. Ils ont chacun, ici, une raison particulière de composer une délégation des élus de ce département.

Je vous remercie.